

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
**modifiant l'arrêté préfectoral du 11 avril 2023 portant autorisation environnementale relative**  
**à l'exploitation d'un parc logistique par la société PITCH IMMO,**  
**sur les communes de Gauriaguet et Peujard**

**Le Préfet de la Gironde**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-3, L. 181-13 et D. 181-15-9 ;

**VU** le code forestier, notamment ses articles L-341-1 et suivant, et R-341-1 et suivant ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 avril 2023 portant autorisation environnementale délivré à PITCH IMMO pour l'exploitation d'un parc logistique composé de 4 entrepôts de matières combustibles sur le territoire des communes de Gauriaguet et Peujard ;

**VU** la demande d'autorisation de défrichement déposé au titre des articles L.341-3, R.341-1 et suivants du code forestier inclus dans la demande d'autorisation environnementale ayant abouti à l'arrêté préfectoral précité ;

**VU** le décret en date du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

**VU** l'avis en date du 13 juillet 2022 du Service Agriculture, Forêt et Développement Rural (SAFDR) de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de la Gironde ;

**VU** le courriel transmis à l'exploitant le 9 avril 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**VU** l'absence observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 24 avril 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que le volet relatif au défrichement de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2023 susvisé n'est pas suffisant, n'intégrant pas les prescriptions indiquées dans l'avis du SAFDR susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de cadrer l'autorisation de défrichement par un arrêté préfectoral complémentaire, notamment pour fixer le montant et les mesures de compensation ;

**CONSIDÉRANT** que ces prescriptions complémentaires visent à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Gironde,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 — BÉNÉFICIAIRE ET GÉNÉRALITÉS

La société PITCH IMMO, dont le n° SIRET est 422 989 715 00186 et dont le siège social est situé au 87 rue Richelieu 75002 Paris, autorisée à exploiter d'un parc logistique sur le territoire des communes de Peujard (33240) et Gauriaguet (33240), est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

### ARTICLE 2 — ARTICLE MODIFIÉ

Les dispositions du **Titre VI** de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### Article 6.1 - Terrains sur lesquels le défrichement est autorisé

Est autorisé le défrichement des parcelles de bois dont les références cadastrales figurent ci-après, dans les conditions prévues aux articles suivants du présent arrêté pour une surface totale de 1,3661 hectare de bois situé sur la commune de Gauriaguet :

Commune	Section	Numéro de parcelle	Surface cadastrale (en ha)	Surface autorisée (en ha)
Gauriaguet	WM	57	0,1152	0,1152
		58	0,1943	0,1943
		59	0,0459	0,0459
		60	0,1283	0,1283
		61	0,2040	0,2040
		63	0,1767	0,1767
		181	0,7914	0,1
		182	0,1250	0,1250
		183	0,1250	0,1250
	WL	9	3,7706	0,1473

La présente autorisation reste attachée au fond pour lequel elle est délivrée.

#### Article 6.2 - Autorisation et conditions de réalisation

L'autorisation est délivrée sous réserve de la réalisation des conditions suivantes :

- l'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de reboisement en FEUILLUS pour une surface de **1,3661 ha**, situés dans le Massif Garonne – Dordogne.
- Les travaux de boisement ou reboisement comprennent les travaux préparatoires au boisement, l'achat et la mise en place de plants ou de graines, les travaux d'entretiens du boisement durant les 5 premières années, la protection contre le gibier le cas échéants.
- Le travail du sol et les modalités de plantation devront être conformes aux recommandations du Guide Technique « Réussir la plantation forestière – Contrôle et réception des travaux de reboisement », édition Décembre 2014.

- Le choix des essences et des régions de provenance doit être conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2026 fixant la liste des espèces et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État en Région Nouvelle-Aquitaine.
- Les travaux devront être achevés sous un délai maximum de 3 ans à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation initiale du 11 avril 2023. À défaut, les lieux défrichés devront être rétablis en nature de bois et forêt.

#### Article 6.3 – Versement au fonds stratégique de la forêt et du bois

Le bénéficiaire de l'autorisation a choisi de s'acquitter d'une indemnité d'un montant de **7 513 €** au fonds stratégique de la forêt et du bois correspondant au calcul suivant :

indemnité = surface défrichée x coefficient multiplicateur x (coût de mise à disposition du foncier + coût moyen d'un boisement (résineux, feuillus...) avec :

- coefficient multiplicateur = **1**
- coût de mise à disposition du foncier = **2 500 €/ha**
- **coût moyen** du boisement = **3 000 €/ha (feuillus)**

#### Article 6.4 – Mise en œuvre des compensations

L'indemnité compensatoire sera mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, en application de l'article L.341-9 du Code Forestier et ce dans un délai de 3 mois suivant la signature du présent arrêté.

#### Article 6.5 – Obligations légales de débroussaillage

La parcelle objet du défrichement est soumise aux Obligations Légales de Débroussaillage : le terrain est à débroussailler et à maintenir en état débroussaillé dans un rayon de 50 mètres autour des futures constructions, ainsi qu'autour des voies d'accès sur une largeur de 10 mètres.

#### Article 6.6 – Durée de validité

La durée de validité de cette autorisation de défrichement est de 5 ans à compter de sa délivrance.

#### Article 6.7 – Publicité

La présente autorisation est affichée par les soins du bénéficiaire sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, ainsi qu'aux différentes mairies de situation du terrain quinze jours au moins avant le commencement des opérations de défrichement. L'affichage est maintenu :

- sur le terrain pendant toute la durée des opérations de défrichement,
- aux mairies pendant deux mois au moins.

Le bénéficiaire dépose à la mairie de situation de chaque terrain le plan cadastral des parcelles à défricher, qui pourra y être consulté durant toute la durée des opérations de défrichement.

La présente autorisation sera affichée par les soins du demandeur sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, ainsi qu'à la mairie de la commune de, quinze jours au moins avant le commencement des opérations de défrichement. L'affichage sera maintenu :

- sur le terrain pendant toute la durée des opérations de défrichement,
- à la mairie pendant deux mois au moins.

### **ARTICLE 3 — PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R.181-44, en vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ; un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du

projet pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est également publié sur le site internet des services de l'État en Gironde ([www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)) pendant une durée minimale de quatre mois.

#### ARTICLE 4 — DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux par l'intermédiaire de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », soit par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée, soit par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Gironde ([www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)). Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

#### ARTICLE 5 — EXÉCUTION

Le présent arrêté est notifié à PITCH IMMO.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
  - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
  - Monsieur le Maire de la commune de Gauriaguet,
  - Madame la Maire de la commune de Peujard,
- qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le  
Pour le Préfet et la Préfète  
le Secrétaire Général

29 AVR. 2026

François DRAPÉ